

1 décembre 1993 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, et Edouard Balladur, Premier ministre, sur le conflit yougoslave et sur les positions française et allemande dans les négociations du GATT sur le commerce international, Bonn le 1er décembre 1993.

LE CHANCELIER KOHL.- Monsieur le Président de la République, monsieur le Premier ministre, mesdames, messieurs, je vous souhaite la bienvenue à notre conférence de presse concluant les 62èmes consultations franco-allemandes. Je voudrais, monsieur le Président de la République et monsieur le Premier ministre, vous remercier des discussions très franches que nous avons eues. Ce sont les 62èmes consultations franco-allemandes et ce chiffre montre à quel point nous travaillons déjà de manière étroite et fréquente et comme nos relations sont devenues personnelles et franches. L'atmosphère était à nouveau cette fois-ci très ouverte et c'est devenu tellement évident que beaucoup de monde ne le remarque plus alors que c'est un des grands événements de la deuxième moitié de ce siècle. Au centre de nos discussions figurait aujourd'hui la préparation du Conseil européen du 10 et 11 décembre à Bruxelles. Il y a peu de temps, le traité de Maastricht est entré en vigueur, de telle sorte que la coopération aura pris une nouvelle qualité et nous, en Allemagne et en France, nous sommes ensemble en train de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faire avancer l'Europe dans son processus d'intégration. C'était le sens du message commun du Président Mitterrand et moi-même, du 27 octobre. Le 29 octobre, le conseil extraordinaire a donné une impulsion importante pour surmonter le pessimisme européen et, dans quelques jours, nous allons continuer notre travail dans le même sens. Le sujet principal, à Bruxelles, sera de savoir comment, en Europe, par notre travail commun, aussi bien au niveau national qu'au niveau de l'Union, nous allons pouvoir sortir de la récession. Nous allons en parler, dans les jours à venir, jusqu'à l'ouverture du sommet et jusqu'au jour où Jacques Delors, dans son Livre blanc, nous présentera exactement les plans prévus pour la relance. On continue à travailler sur les termes exacts du Livre blanc, de telle sorte que certaines des questions ne peuvent pas aujourd'hui trouver encore des réponses définitives. La France et l'Allemagne sont ensemble intéressées à ce que nos politiques financières et économiques soient très harmonisées, dans le sens du traité, c'est-à-dire chercher la convergence pour arriver à une nouvelle croissance, à une nouvelle dynamique. Le chômage croissant qui signifie tant de soucis pour des millions de gens doit être combattu. Cela signifie que nous voulons que les programmes de convergence, pour arriver à l'Union économique et monétaire, soient poursuivis. Je ne considère pas que ce soit simplement une question économique et financière, c'est un but européen et vu les imbrications particulièrement étroites de nos deux pays, de nos économies, c'est très important également en tant qu'exemple pour les autres pays de la Communauté. Bien entendu, nous avons aujourd'hui particulièrement et intensément parlé des dernières négociations pour la conclusion du cycle de l'Uruguay. Notre but commun, c'est que l'on arrive à une

pour la conclusion du cycle de l'Uruguay. Notre but commun, c'est que l'on arrive à une conclusion positive du GATT mais, pour cela, il est nécessaire que les deux côtés de l'Atlantique puissent être prêts à un compromis. Nous avons un processus d'harmonisation très étroit sur lequel nous nous sommes mis d'accord : les prochains jours et les prochaines heures, nous devons les utiliser pour arriver à un accord satisfaisant. Nous connaissons tous l'importance de cette décision non seulement pour le commerce mondial mais également pour la cohérence de l'Europe et pour les relations de nos pays.\

LE CHANCELIER KHOL.- Aujourd'hui, à la réunion du Conseil de sécurité, nous avons également écouté les rapports des ministres. Je voudrais simplement souligner ici que le corps européen est devenu incontestablement une partie très importante des structures des forces armées et nous en sommes très satisfaits. L'Allemagne, comme la France, sont heureuses de voir aussi l'Espagne annoncer son intention de participer au corps européen, de telle sorte qu'il y aura quatre participants : la France, l'Allemagne, la Belgique et l'Espagne. Nous voulons également, vu la situation particulièrement difficile, pour ne pas dire catastrophique, de l'ancienne Yougoslavie, utiliser toutes les possibilités que nous donne le traité de Maastricht pour arriver à une politique commune de défense et de sécurité et pour pouvoir prendre des décisions avec une majorité suffisante. Les deux ministres d'Allemagne et de France, MM. Kinkel et Juppé, ont fait des propositions concrètes à nos partenaires dans une réunion communautaire et on a essayé de voir comment on pouvait faire parvenir l'aide humanitaire, qui est si nécessaire, et également comment on peut arriver à une solution de paix. Je sais que ces tentatives, comme toujours, rencontrent beaucoup de scepticisme mais je voudrais ici dire très clairement que tous ceux qui critiquent ces tentatives devraient se demander ce qu'ils ont, eux, à offrir comme proposition de leur côté. Je pense qu'un résultat très important de l'initiative devrait être que les parties représentées à Genève acceptent de laisser passer les convois humanitaires et que ceci soit appliqué. Nous avons une responsabilité tout à fait particulière et si on voit la situation catastrophique de départ, si on se souvient que des centaines de milliers de femmes, d'enfants, de vieillards sont menacés de mourir de faim et de froid, eh bien ! c'est un sujet qui bien entendu ne peut que troubler terriblement les gens, que les émouvoir, particulièrement à cette époque de Noël. La question est de savoir si nos tentatives réussiront à être couronnées de succès ou pas. Il faut absolument utiliser toutes les capacités que nous avons pour arriver à un succès. Nous avons également parlé des possibilités de renforcement de la coopération dans la politique intérieure et la politique juridique. Les ministres présenteront bientôt un projet qui sera la base pour d'autres décisions, en matière de criminalité, drogue, crime organisé. Bien entendu cela conduira à un renforcement d'Europol, qui est aussi un sujet important et c'est un défi énorme, nous ne pouvons pas accepter que notre Europe devienne une balle dans les mains du crime organisé.\

LE CHANCELIER KOHL.- Dans le sens de décisions que nous avons prises déjà il y a quelques années, nous avons également parlé des questions de subsidiarité. Nous nous sommes demandé comment faire avancer cette subsidiarité et on fera un rapport à Bruxelles sur ce sujet. Pour nous, c'est une question importante car nous savons - d'un grand nombre de discussions - qu'un bon nombre d'objections contre la Communauté, provenant quelques fois d'ailleurs de citoyens de bonne volonté, viennent du fait que personne ne supporte la multiplication des règlements et cela est tout à fait normal. Ensuite, la question de l'élargissement : pour les quatre pays de l'AELE, l'Allemagne et la France veulent faire ce qui est nécessaire pour que les délais prévus pour l'élargissement soient maintenus. J'ai parlé au Président de la République et au Premier ministre de mon voyage en Chine et des discussions que j'ai eues ensuite à Moscou avec le Président Eltsine. Dans la réunion du Comité de défense, c'était la dixième réunion du Comité de défense franco-allemand, nous avons parlé de la politique de l'UEO et nos gouvernements veulent, en juin 1994, faire des propositions concrètes. Voici donc mon exposé. Pour moi, il est toujours agréable et remarquable de voir que la coopération est vraiment étroite entre nos deux pays, également au niveau des ministères et je suis également content de voir les rapports très personnels qui existent entre les différents ministres et cela vaut également pour le Président de la République, le Premier ministre et moi-même. Je suis heureux de voir qu'au cours de ces nombreuses années, nous avons réussi à arriver à ce niveau d'amitié et de coopération amicale,

sans que bien entendu nous n'ayons aucunement l'ambition de parler au nom d'autres pays. Mais si la France et l'Allemagne dans l'Union européenne avancent ensemble, les choses avanceront en Europe et c'est justement de cela dont nous avons besoin, comme signe d'espoir et de perspectives pour l'entrée dans le prochain siècle.\

LE PRESIDENT.- Je ne pense pas qu'il soit possible d'ajouter quoi que ce soit à ce compte-rendu exhaustif, rien n'ayant été oublié par le Chancelier. Si je voulais mettre simplement l'accent sur ce qui m'a personnellement beaucoup intéressé, là où j'ai enregistré l'efficacité de la bonne entente entre l'Allemagne et la France, c'est essentiellement sur le projet de politique étrangère énoncé par MM. Kinkel et Juppé dont on ne saurait dire s'il sera suivi durablement d'effets en raison de la nature des conflits dans l'ancienne Yougoslavie, mais qui tout de même marque un progrès, a contraint les combattants à se rencontrer et à ébaucher quelques lignes d'actions et en tout cas à mieux préciser la manière dont nous comptons agir pour que parviennent les secours humanitaires. La deuxième initiative est celle de croissance, où nous serions d'accord pour un emprunt communautaire : cela sera débattu, avec le Livre blanc que présentera M. Delors. En répartissant des fonds sur quelques années et à la condition d'avoir des objectifs extrêmement concrets, extrêmement précis, et de pouvoir les suivre à mesure qu'ils se dérouleront pour éviter les initiatives inutiles, c'est un engagement qui me paraît particulièrement positif. Nous avons parlé des centrales nucléaires de l'ancienne Union soviétique sur lesquelles nous sommes disposés à faire un effort supplémentaire. J'ai constaté les progrès et la réussite de l'Eurocorps : nous avons lancé cette opération il y a quelques années, le Chancelier et moi, et nous voyons cela s'épanouir, se développer, d'autres pays s'y intéresser et la doctrine d'emploi en même temps coller très exactement à la création de l'Union européenne, le traité de Maastricht. Enfin, sur le GATT a été dit ce qui pouvait l'être : tout ce qui est important c'est que nous avons senti que l'Allemagne et la France pouvaient entreprendre des démarches communes afin que l'accord final, souhaitable mais difficile, ne soit obtenu que dans un sentiment de compromis réciproques et donc sans qu'aucun pays ne soit victime d'une injustice. La France a parfois ce sentiment. Nous l'avons expliqué à nos amis allemands. Voilà les cinq points que je voulais relever, sans rien ajouter à l'exposé du Chancelier.\

LE CHANCELIER KOHL.- Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ?

- QUESTION.- Le Président de la République a dit que la France serait d'accord pour un emprunt européen pour relancer la conjoncture. Est-ce que nous en sommes d'accord aussi ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Dans nos discussions, nous sommes convenus que les propositions de la Commission, qui ne sont pas en encore véritablement prêtes en détail, vont être étudiées. Il faudra qu'on aborde la question de manière extrêmement pragmatique et qu'on regarde exactement quel profit nous pouvons en tirer. Nous ne pouvons aucunement nous permettre de créer un nouveau fonds dans lequel on pense qu'il y a de l'argent et dont on espère que tout le monde va pouvoir puiser dedans. En vérité, cela ne fait aucun bien. A Edimbourg, nous avons fixé des sommes qui, jusqu'à présent, n'ont pas encore été utilisées et il faudra en parler à Bruxelles, savoir comment l'on peut faire, pourquoi ces sommes jusqu'à présent n'ont pas été appelées. Pour nous, c'est une question de savoir comment faire quelque chose qui ait du sens et qui soit vraiment utile, et à ce moment là, nous soutiendrons.

- QUESTION.- D'après ce que vous avez dit sur le GATT, pouvons-nous conclure que les Français et les Allemands sont également d'accord dans le détail ? Sinon, où y a-t-il encore des problèmes entre la position française et allemande ? Y a-t-il eu un rapprochement ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Ce n'est pas la première fois aujourd'hui que nous parlons très franchement de ces questions. Il y a deux domaines, à côté d'autres bien sûr, qui sont particulièrement importants : d'un côté l'agriculture, d'un autre côté l'audiovisuel, c'est-à-dire la question de la dimension culturelle du développement européen. Nous sommes en train de négocier, les négociations sont très intensives. Avant-hier, je me suis entretenu longuement avec le Président Clinton sur ce sujet, qui d'ailleurs n'était pas pessimiste pour ce qui est d'un développement éventuel vers un compromis. Je ferai tout ce que je peux faire pour aider à trouver un compromis mais, ce qui n'aiderait pas, ce serait que maintenant j'entre dans les

détails ici. Et je vais vous dire tout à fait clairement : dans notre intérêt et dans mon intérêt, il ne faut absolument pas que l'impression soit créée que nos amis français sont mis le dos au mur dans ces négociations et ce n'est absolument pas le sens de ma politique.

- LE PRESIDENT.- L'important est que nos deux pays cherchent à aboutir, d'une part pour que le traité commercial soit signé, d'autre part pour qu'il ne signifie rien qui soit injustement contraignant à l'égard d'un pays, et je pense particulièrement au mien. Nous avons déjà dit ce que nous en pensions, je ne vais pas me répéter mais, en effet, comme la négociation continue, il serait imprudent d'en dire davantage aujourd'hui.

- LE PREMIER MINISTRE.- J'entends, on entend dire parfois qu'il faut éviter l'isolement des uns ou des autres. Je rappelle que la décision que devra prendre l'Union européenne dans une quinzaine de jours devra être une décision à l'unanimité. Il n'y a donc pas de chance, si je puis dire "juridiquement", pour que quiconque soit isolé ou alors, ce qui serait isolé, ce serait l'Union européenne elle-même dont je vous rappelle qu'elle représente, même si l'on ne tient pas compte du commerce intra-communautaire, la première puissance commerciale du monde, et de fort loin. Dans ces conditions, je crois que ce que ces négociations doivent démontrer, pour la première fois finalement depuis l'entrée en vigueur du traité d'Union européenne, c'est la capacité de l'Europe des Douze à exister, à se faire reconnaître comme une personne de droit international et voir reconnaître ses légitimes intérêts qui résultent nécessairement d'un équilibre entre les intérêts des uns et des autres de ses membres.

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, avez-vous parlé de la coopération prévue entre France-Télécom et Deutsche-Telekom ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous en parlons, on négocie sur les détails pour l'instant et vous comprendrez aisément qu'il s'agit de questions qui ont des répercussions économiques importantes. Nous souhaitons une coopération et les deux ministres compétents pourront faire rapport.

- QUESTION.- Vu la dureté de l'hiver, que doit-on faire pour qu'on surmonte l'impossibilité d'agir de l'Union européenne en Yougoslavie pour l'instant ?

- LE CHANCELIER KOHL.- J'ai dit à quel point la situation était catastrophique là-bas et à quel point nous en sommes conscients. J'ai dit que nous ferons tout ce qui peut se faire dans le cadre de ce que j'appelle l'action humanitaire mais qui, en fait, concerne la survie des gens qui vivent là-bas. Nous ferons tout pour soutenir l'aide humanitaire. Mais je dois dire tout aussi ouvertement - surtout dans le cadre d'une discussion que j'entends beaucoup en Allemagne - que ceux qui disent : il faut envoyer des soldats là-bas pour les combats militaires (parce que finalement c'est cela que cela signifie), est-ce que ceux-là peuvent me dire qui doit envoyer les soldats ? Pour ce qui est de la discussion en Allemagne, je veux dire que, franchement, nous sommes dans une situation désespérante, misérable, une situation qui me gêne beaucoup. Lorsqu'en Allemagne, on dit : il faut faire quelque chose, eh bien, on ne pense pas à nous-même mais au voisin. On pense au Président de la République en France, on pense qu'il devrait envoyer des soldats mais nous, jusqu'à présent, malheureusement, et je le répète, malheureusement, nous n'avons pas été capables d'introduire la modification constitutionnelle nécessaire, pour des questions de politique intérieure. Nous avons le même problème d'ailleurs au niveau des Nations unies. Nous savons très bien quelles images nous allons avoir, nous savons très bien quelles images nous parviennent de la Yougoslavie mais il est absolument injuste de dire : il faut que quelque chose se fasse, quand personne n'est prêt à prendre la responsabilité pour une intervention militaire qui a des dimensions dont nous savons bien qu'elles sont énormes quand on se souvient de la deuxième guerre mondiale. Et donc, je mets en garde tous ceux qui prétendent cela.

- Et quant à ceux qui ont déjà envoyé des soldats, les Français, les Espagnols, la Grande-Bretagne - je cite ces pays-là parce que j'ai parlé avec les chefs de gouvernement de ces trois pays, et leurs soldats ont des femmes, des mères, des fiancées - je pense que lorsque l'on parle de cela, il faut savoir ce que cela signifie justement pour ces pays qui ont déjà des soldats là-bas.

- LE PRESIDENT.- La France n'a pas fait la guerre mais elle a envoyé ses soldats : aujourd'hui près de six mille (chiffre qui n'a de comparaison avec aucun autre pays d'Europe), et cela depuis le premier jour. Nous avons déjà plus de trois cents blessés, près de quinze morts, et tout ceci en

le premier jour. nous avons déjà plus de trois-cents blessés, près de quinze morts, et tout ceci au service des Nations unies pour remplir un devoir humanitaire. Faut-il faire autre chose ? Sans doute : nous sommes tout à fait décidés à contribuer plus fortement encore à la bonne arrivée des secours humanitaires, l'énergie, l'alimentation, les médicaments, mais dans le cadre de ce qui a été accompli, je voudrais que l'on soit juste avec mon pays.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, d'après ce que vous avez dit sur la situation détestable dans laquelle vous vous trouvez, est-ce que cela veut dire que s'il n'y avait plus de problèmes constitutionnels, vous seriez prêt à envoyer des soldats allemands pour protéger les convois en Yougoslavie ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Si nous trouvions une solution constitutionnelle, - je dois malheureusement parler au conditionnel - comme tous les autres, nous devrions réfléchir pour savoir ce que dans chaque cas nous ferions, ce que, dans le cadre des Nations unies, nous devrions faire et ferons. Mais pour l'instant et en dehors de la question constitutionnelle, pour les Allemands se pose la question de leur passé récent. Nous avons ce passé récent et nous avons encore beaucoup d'images présentes à l'esprit, les images des soldats tombés, les images des morts de 44-45 et je pense qu'il faut également prendre cela en compte et que c'est une raison de plus qui nous empêcherait d'envoyer des troupes, en dehors des questions constitutionnelles.

- QUESTION.- Dans la perspective du Sommet de l'OTAN qui aura lieu à Bruxelles le 10 janvier, avez-vous parlé de la situation de l'Eurocorps vis-à-vis de l'OTAN. Avez-vous parlé d'éventuelles nouvelles adhésions de l'OTAN et avez-vous parlé du Pacte de stabilité paneuropéen ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous avons parlé des trois sujets. Nous avons parlé du Pacte de stabilité et ce que l'on fait pour arriver à la conférence de l'année prochaine. Pour l'Eurocorps, dans son rapport avec l'OTAN, je crois que les réserves ont disparu. Ce qui, il y a douze mois, était une objection chez nos amis américains n'existe plus : plus personne n'en parle...

- QUESTION.- Pour l'Europe de l'Est ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Nous avons parlé en détail de ces questions et dans ces questions également nous sommes tout à fait d'accord. Nous comprenons tout à fait ce besoin de sécurité - surtout d'un point de vue allemand - de nos amis de l'Europe centrale et orientale mais nous ne voyons pas de chance, aucune chance pour l'instant, de faire ce qui a été prévu ou ce dont on a discuté dans la capitale d'un des pays voisins, c'est-à-dire une adhésion à l'OTAN. Bien entendu, il faut faire en sorte que les choses se développent bien et il faut également que nous gardions présent à l'esprit l'évolution en Russie. Donc, pour répondre concrètement, je ne crois pas que cette question sera traitée au sommet qui aura lieu en janvier.

- LE PRESIDENT.- Je confirme ce qui vient d'être dit.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, si la France n'obtenait pas - je reviens au GATT - ce qu'elle désire pour un bon accord, est-ce que l'Allemagne serait prête à ce que l'Union européenne soit pendant un moment isolée ? Et vous, monsieur le Président de la République, si vous n'obteniez pas ce que vous voulez, si vous deviez faire des efforts, est-ce que vous pensez, après ce sommet franco-allemand qu'il y aura effectivement des efforts à faire pour trouver un bon accord ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Je pense que cela n'a pas beaucoup de sens, au moment où nous sommes, dans des négociations très difficiles. J'ai moi-même dit ici qu'il fallait que des deux côtés nous puissions faire des compromis. Je pense que ça n'a pas grand sens de mettre sur pied un scénario pour le jour d'après si tout se passe comme nous le souhaitons. Je sais que d'un point de vue journalistique c'est très bien et ça fait une bonne accroche pour un éditorial mais nous n'avons pas d'éditorial à écrire, nous ! Nous devons simplement faire en sorte que dans les jours à venir, nous fassions bien notre travail et que nous arrivions à un accord satisfaisant pour nous.

- LE PRESIDENT.- Oui, il faut faire encore et toujours de réels efforts pour parvenir au compromis qui permettrait la signature de l'accord international et nous sommes disposés à faire ces efforts. Nous ne pouvons pas être les seuls à cela signifie que cela doit être - je ne dirai pas bilatéral, puisque beaucoup de pays participent - un rapprochement des points de vue par voie de compromis entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union européenne et en particulier la France.

Deuxièmement, le fait que l'Allemagne soit prête à nous aider à trouver ce compromis ne peut être qu'un élément positif.\

QUESTION.- Le gouvernement français a fait savoir ces derniers jours qu'il souhaitait au plus tard pour demain le 2, ou le 6, un pré-accord afin d'avoir le temps d'en discuter au sein des parlements nationaux et au sein de la Communauté. Est-ce toujours l'objectif du gouvernement français ? Deuxièmement est-ce que le gouvernement allemand partage cette analyse ?

- LE PREMIER MINISTRE.- Il faut, en effet, que nous ayons le temps - nous sommes des pays démocratiques, chacun doit bien s'en rendre compte - d'examiner le projet qui nous sera soumis, et pour ce qui concerne la France, que j'aie le temps d'en parler avec le Président de la République, avec le gouvernement et avec le Parlement. Donc, je crois qu'un délai de huit à dix jours n'a rien d'excessif. C'est pourquoi à ma demande, le ministre des affaires étrangères a fait en sorte que ce délai du 2 soit retenu par nos partenaires. Le 2, c'est demain. Aurons-nous un projet d'accord demain ? Ce n'est pas tout à fait évident. Il est probable qu'il faudra quelques jours de plus. Mais quoiqu'il en soit, il est indispensable que les divers parlements et les divers gouvernements des pays de l'Union européenne disposent du temps nécessaire pour examiner les choses et pour qu'en définitive, le conseil des ministres de la Communauté - qui est l'autorité habilitée à décider en la matière sous le contrôle bien entendu des chefs d'Etat et de gouvernement - donne, ou ne donne pas, mandat à la Commission de signer ou de parapher un projet d'accord. Voilà ce que je voulais dire. On ne peut, sous prétexte que les procédures européennes sont lourdes, faire fi des procédures nationales démocratiques. Je vous rappelle que dans tous les pays, lors de la ratification du traité de l'Union européenne, il y a eu un grand débat, notamment, chez nous, en France, sur le caractère, démocratique ou pas, des institutions européennes, sur le fait que les parlements nationaux étaient associés, ou ne l'étaient pas suffisamment. Eh bien, je crois que pour la première grande décision à prendre depuis l'entrée en vigueur de l'Union européenne, il est bon que l'on montre effectivement que tous les pouvoirs légitimes et institutionnels ont voix au chapitre et qu'ils aient le temps de réfléchir et de décider.

- LE CHANCELIER KOHL.- Ma réponse sera très brève. Notre intérêt est le même. Que le texte et les informations soient disponibles aussi rapidement que possible.

- QUESTION.- Maintenant, vous êtes d'accord pour l'hypothèse que le 15 décembre est de toute façon la dernière date pour conclure un accord ?

- LE PREMIER MINISTRE.- Ecoutez, c'est une hypothèse qui est celle de tout le monde. Le gouvernement français, à ma connaissance, ne l'a pas contestée. Donc, je ne vois pas pourquoi vous me demandez si maintenant je suis d'accord.

- QUESTION.- Monsieur le Chancelier, la Grèce va prendre la présidence et certain de ses ministres sont très violents contre votre gouvernement. N'est-ce pas l'occasion d'une réflexion sur le fonctionnement des institutions communautaires ?

- LE CHANCELIER KOHL.- Chaque jour, on m'attaque en Allemagne, et malgré tout, notre Constitution marche. C'est aussi sot mais il n'y a pas de limite dans la manière de se comporter. C'est à chacun de juger de son comportement. Je vous remercie et je souhaite un bon voyage de retour à nos amis français.\